

Colette MILHE *
(France)

L'USAGE INSTRUMENTAL DE L'OCCITAN PAR LES POLITIQUES, CLEF DE LECTURE DE QUELQUES PROBLÈMES NATIONAUX

Résumé: L'étude des discours politiques instrumentalisant les langues régionales montre une évolution nette d'un conservatisme anti-modernité, teinté de populisme vers une attitude postmoderne, signe d'une transformation de la classe politique. Si les paysans étaient les porteurs légitimes de la culture régionale, les classes moyennes par le biais des occitanistes, se la sont appropriée. Leur interaction avec les politiques locaux permet alors l'examen des réponses qu'élabore la société française contemporaine, à différents niveaux, aux grandes questions qui lui sont posées : crises des banlieues, de l'intégration et de l'Etat, gestion de la différence culturelle, rapport du global et du local.

Mots clés : occitanisme, langues régionales, instrumentalisation, politiques locaux, post-modernité.

Abstract : *The use of the langue d'oc as an instrument by politicians: a key to understand some national problems.* Going into the consideration of political speeches using regional languages as an instrument is showing a clear evolution of an anti-modernity conservatism, tinged with populism toward a post-modern attitude, a sign of a change in the political community. If the countrymen are the legitimate keepers of the regional culture, the middle-class, by the way of the specialists in the langue d'oc, took over it. Their interaction with local politicians allows in that case the study of answers which are developed by the French contemporary society, on different levels, to the important questions they are asked: crisis in the suburbs, problems with assimilation of immigrants, problems in the State, mismanagement with cultural differences, the balance between what's global and local.

Key words: occitanism, regional languages, instrumentalisation, local politicians, post-modernity

3 juin 2003, stupeur à l'Assemblée Nationale : au beau milieu de l'hémicycle, Jean Lassalle, député béarnais UDF, entonne un vibrant « *Aqueras montanhas* », hymne pyrénéen en gascon, pour interpeller selon ses propres dires, Nicolas Sarkozy. Ce n'est pas la première fois qu'une langue régionale, l'occitan dans le cas cité, fait irruption dans l'arène politique. C'est la portée hautement

* Université de Bordeaux 2, Laboratoire tradition orale et du temps (ATOTEM), milhe.colette@wanadoo.fr

symbolique de l'acte présent qui attire ici notre attention. Territoire oublié¹ mais territoire national, la vallée d'Aspe fait entendre sa voix singulière par le chant d'un ex-berger devenu député. Chant en occitan qui vient rappeler que la France, c'est aussi la province...

Il ne s'agira pas ici d'exposer l'histoire d'actes symboliques ou, plus sérieusement, des langues régionales depuis la Révolution française mais le rôle qu'on a fait jouer à l'une d'entre elles, l'occitan, dans les discours politiques. La référence historique s'avère pourtant nécessaire car, depuis le Félibrige de Mistral (créé en 1854), cette question linguistique est récurrente et a connu des évolutions qui nous intéressent particulièrement. Si elle peut sembler secondaire dans un pays où un article de la Constitution rappelle, depuis 1992, que « la langue de la République est le français », bien au contraire, elle permet l'examen original grâce à un angle de vue décentré de quelques-unes des grandes interrogations qui secouent la France contemporaine. Pris dans un « entre-deux » puisque s'opposent le modèle de la citoyenneté républicaine et ce que beaucoup nomment la « menace de communautarisme », certains des tenants des cultures régionales sont en quête d'une troisième voie. Leur réflexion interroge également les relations entre local et global, cultures « autochtone » et d'immigration, cultures régionale et nationale, place et rôle de l'Etat et des institutions locales dans la construction européenne...

C'est à travers l'exposé de l'évolution des discours relatifs à ces langues et des ruptures qui s'opèrent que nous nous proposons d'examiner l'usage instrumental de l'occitan, qui conduit aujourd'hui au lancement d'une politique linguistique au niveau de la région Aquitaine, une initiative similaire ayant déjà été prise par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Bien loin des préoccupations des félibres, ces politiques témoignent de la rencontre d'orientations de certains partis : fédéralisme, demande de compétences accrues pour les collectivités locales... et d'aspirations occitanistes portées par des militants qui ont réussi à pénétrer les cercles « politiques ». Nous nous intéresserons alors à l'argumentaire politique mais aussi au rôle joué par ces « passeurs culturels », ainsi qu'à la spécificité de leur légitimité pour démontrer que la place singulière de l'occitan dans la vie politique contemporaine se distingue nettement de ses usages précédents : elle témoigne de la post-modernité de la démarche.

En effet, l'usage s'inscrit moins dans la pratique populiste de potentats locaux : « je vous comprends puisque je parle patois comme vous » et ne s'adresse donc plus aux seuls locuteurs naturels, dont il n'utilise pas les catégories² mais

¹ Le litige portait sur l'affectation demandée de 23 gendarmes pour surveiller le tunnel du Somport.

² Le seul nom de la langue fait problème puisque le qualificatif d'« occitan » fait référence à une conception unifiée de la langue contestée par certains. En quelques mots, disons que la langue parlée en Béarn est le plus souvent nommée « béarnais » alors qu'il s'agit d'une variante du gascon, un des dialectes de l'occitan. Chaque niveau de ces « inclusions » est contesté, certes par une minorité mais qui maîtrise fort bien l'art du parasitage.

aussi aux urbains, néo-ruraux ou néo-arrivants dans une région. Il joue également un rôle symbolique dans le marquage culturel d'un territoire qui cherche à exister, au-delà de sa seule réalité administrative.

Les langues régionales en France sont multiples. Nous travaillons plus particulièrement sur l'occitan, parlé dans la moitié sud du pays. Notre terrain est lui, plus restreint : il se situe sur une infime partie de ce vaste territoire, le Béarn, qui forme, avec le Pays basque, la division administrative qu'est le département des Pyrénées-Atlantiques. Cette proximité avec le Pays basque où le conflit politique est fort, constitue d'ailleurs un intérêt et un éclairage déterminants. Nous centrons nos recherches en anthropologie sur le discours des occitanistes qui font entendre leur voix depuis essentiellement les années 70. Nous nous attacherons ici à présenter l'articulation entre ces informations de première main et le discours des politiques.

1. Cultures régionales : une ruralité idéalisée

1.1. Mistral et le félibrige

L'idée de régionalisation trouve ses origines dans la création même de la Nation : en effet l'imagerie de la Révolution française veut que se soient opposés Girondins, hostiles à la prédominance de Paris, et Montagnards s'appuyant sur la population parisienne. De la victoire de ces derniers découlerait le modèle centralisé que nous connaissons.

La question régionale et régionaliste prend son essor au XIX^{ème} siècle, sous la III^{ème} République, sur la scène politique. Dans ce contexte, c'est en 1854 que sept poètes et écrivains dont Frédéric Mistral (prix Nobel de littérature en 1904), fondent le Félibrige. L'ambition est de bâtir une langue littéraire et donc d'initier une nouvelle littérature d'Oc, ce qui distingue le mouvement des parlers populaires. « La volonté de faire reconnaître la langue comme telle amène en effet les félibriges à refuser tout ce qui peut sembler vulgaire, grossier, et renvoyer au patois indigne de fonder une culture ou, pour employer le terme qui vient plus aisément à l'époque, une « race ». D'où la proscription du registre grivois et du vocabulaire qui le caractérise. [...] Le provençal ne devient-il pas la langue de la sacristie plus que de l'*ostau*³ ? » (Pasquini, 2001 : 261) Les thèses de Herder sont cependant à l'honneur : le folklore comme signe du « génie du peuple » est largement valorisé. Malgré l'influence grandissante des Félibriges, confortés par le succès de l'œuvre de Mistral, l'usage de la langue décroît, ce que celui-ci explique par le centralisme, l'accroissement des moyens de communication source

³ foyer

d'uniformisation... mais aussi par l'ambition sociale des gens du peuple qui font le choix du français. Pierre Bec (Bec, 1995 : 98) rappelle les ambitions de Mistral exprimées dans ses mémoires de 1906 : « relever, raviver en Provence le sentiment de la race ; restaurer la langue naturelle et historique du pays ; rendre au provençal sa dignité par la consécration de la poésie. Si le projet des Félibriges reste culturel et non politique, on notera toutefois le conservatisme dont il est empreint. La ruralité, la tradition y sont louées dans un élan nostalgique qui éclipse les bouleversements de la modernité.

Des dérives entachèrent pourtant le mouvement, dans un contexte, celui de la fin du XIX^{ème} siècle, marqué entre autre par la lutte entre républicains anticléricaux et conservateurs catholiques. L'orientation de Charles Maurras est parlante : membre du Félibrige de Paris dès 1888, il rejoint lors de la scission de celui-ci en 1896, La Ligue de la Patrie française. Monarchiste et anti-dreyfusard, il fait de l'Action française le fer de lance du nationalisme et du royalisme antiparlementaire. Le cas n'est pas unique. Alexis Arette-Lendresse, qui a été un des « barons » du Front National en Béarn et occupe encore la scène politique aujourd'hui, était déjà félibrige avant la seconde guerre mondiale.

« A la limite, l'amour de la langue et du pays rejoignirent, après 1918, le mythe du retour à la terre, le renforcement de la cohésion nationale par un retour aux racines de la Nation : ce n'était plus là que des thèmes du « Bloc national » avant d'être ceux de l'Etat français de 1940 » commente Gérard Brasquet (1978 : 58). Le Félibrige s'est ensuite largement compromis avec le pétainisme, ce qui contribua à le discréditer après la seconde guerre mondiale. La glorification des « petites patries » (les anciennes provinces), d'une société rurale immobile et folklorisée, mythique, garante de valeurs vraies, l'idéalisation du passé et de la tradition, firent se rencontrer l'idéologie de Vichy, celle des félibres et des élites locales régionalistes, en quête de pouvoir. Signalons, pour éviter les raccourcis trop simplistes, qu'il a existé aussi un félibrige rouge. Cependant, la convergence des points de vue a conduit à une large collaboration avec le régime du maréchal Pétain.

1.2. Félibrige en Béarn

S'il n'y a pas lieu, ici, de dresser l'histoire du félibrige gascon, il nous semble qu'un des intérêts du travail anthropologique est de retrouver, à partir des discours contemporains, le fil du dialogue qui s'est tissé au cours des ans entre les hommes, leurs idées, leurs interrogations, leurs oppositions. Il donne en effet sens à la parole recueillie aujourd'hui, réponse à des questions dont il s'agit de rétablir la généalogie. En ce sens la figure de Miqueu Camélat (1871-1962) nous semble significative. Ecrivain à la notoriété établie, il se distingue sans doute de Mistral par ce que Brasquet (Brasquet, 1978 : 38) appelle son populisme : « amour du

peuple tel qu'il est et non idéalisé. Cela se traduit dans son œuvre. Tout d'abord, les mots employés y étaient les mots de tous les jours. Plus encore : le peuple gascon était présent dans son œuvre. » Cette position semble d'emblée intéressante, tant les occitanistes auront des difficultés à unir peuple et intellectuels dans un même combat.

« Camélat il vous écrit en 1900 que les Catalans ont créé des écoles pour relancer la langue. » nous déclare R.L (entretien en 2003), fondateur d'une *calandreta*⁴. De fait, il faudra attendre 80 ans pour que naissent ces écoles... Ce qui motive cette critique, c'est le réformisme de Camélat, mais surtout cet attentisme naïf, la croyance que les partis politiques traditionnels allaient tenir compte des doléances occitanes. Camélat, à la sensibilité démocrate-chrétienne avérée, s'en tient à l'apolitisme déclaré du Félibrige, et marque sa défiance vis à vis de la politique. Peut-on relier ce manque d'engagement politique à l'absence d'occitanisme politique contemporain ? Comme les occitanistes mais aussi certains politiques favorables aux langues régionales comme Jean-Jacques Lasserre, actuel président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques et François Bayrou son prédécesseur, député et président de l'UDF, revendiquent la filiation avec Camélat, cela tendrait plutôt à démontrer que les occitanistes ont échoué dans leur tentative de concurrencer les élites politiques traditionnelles sur le terrain politique de la promotion des cultures locales. Ils se sont alors repliés sur le terrain culturel.

Revendique aussi l'héritage du Félibrige une tendance conservatrice qui, quoique largement minoritaire, défend encore sa conception de la langue, tournée vers le passé. A la fascination d'un monde rural idéalisé, porteur de stabilité et d'immobilisme, loué également par le régime de Vichy, s'oppose la vision des occitanistes qui ont fondé après la seconde guerre mondiale un mouvement qui se veut inscrit dans la modernité, le présent et l'avenir. Si pour les premiers, l'identité régionale est figée dans des temps immémoriaux, est proche de la notion de race, les seconds intègrent la mobilité de populations caractéristique des sociétés modernes et la question de la différence culturelle qu'elle induit. L'ouverture prônée entend contrecarrer le repli sur soi des premiers.

1.3. Cultures régionales et spectre du communautarisme

C'est au nom du principe d'égalité que la France nierait la différence. Cette négation n'implique cependant pas son effacement. L'introduction de discriminations positives proposée aujourd'hui par certains, si elle va à l'encontre du droit français n'en pose pas moins la question de l'échec du modèle national d'intégration. Si communauté il y a, c'est déjà celle des exclus qui, de fait, existe bel et bien.

⁴ Ecole associative et immersive en occitan.

D'autre part, la Constitution ne reconnaît pas la notion de droits collectifs. Comment alors entendre la revendication de ceux que l'on appellera pour simplifier les régionalistes tout en ignorant celles que l'on pourrait qualifier d'« ethniques » ou issues de l'immigration ?⁵ Considérons le microcosme béarnais. Il nous apprend que le communautarisme n'est pas relégué dans les cités. En effet, un groupe très conservateur⁶, minoritaire défend un hyperlocalisme proche de la xénophobie. Des racines aux Français de souche, il n'y a qu'un pas. Son projet est empreint d'un lexique éloquent : dans ses publications il parle volontiers de patrimoine reçu des ascendants, de particularités linguistiques du béarnais, de langue héréditaire ou encore d'authenticité. Un de nos informateurs, (P-M, entretien du 28/10/05) présente ce groupe ainsi : « ...le plus grave c'est pas de défendre le béarnais, c'est plus de désapprouver une autre langue qui est l'occitan. Qui n'est pas d'ici. " On veut nous l'imposer de Toulouse ! " [...] Parce que, il y a certains textes, ça va très loin ! C'est du genre aujourd'hui on nous impose l'occitano-marxisme, demain, on nous imposera l'arabe dans les écoles ! » Pour Alexis Arette-Lendresse par exemple, selon ce même interlocuteur : « Son opposition à l'occitan est... s'allie à une opposition à tout ce qui est de gauche. » Les origines du problème sont multiples : les occitanistes, leurs adversaires, défendent l'idée que le gascon béarnais s'insère dans l'occitan, langue rayonnante, parlée et écrite au Moyen-Age, qui a été morcelée en cessant d'être écrite. Une langue qui (re) devient écrite impose un standard (qui conteste plus ou moins les particularités locales) et une graphie. Les locuteurs naturels qui « n'entendent que les différences » selon les occitanistes, ne se reconnaissent pas forcément dans cette nouvelle langue et dans la graphie étymologique choisie par les occitanistes. Celle-ci est inspirée de celle du Moyen-Age et donc expurgée des influences du français dont elle ne découle pas puisqu'il y avait coexistence des deux idiomes. Les béarnistes, eux, défendent une graphie mistralienne, phonétique et calquée sur celle du français, ce qui la rend plus directement accessible, mais surtout la spécificité locale. Ils jouent de ces nuances pour entraver l'action des premiers.

Ils s'appuient sur des locuteurs plutôt ruraux voire paysans, ou sur leurs descendants pour défendre une idée de la « France profonde » idéalisant tradition et authenticité : ils donnent par exemple des cours de « vrai béarnais » pour s'opposer à l'occitan, à l'étranger, qui débute... aux frontières du Béarn. De telles conceptions enlèvent toute légitimité à qui n'est pas né en Béarn... de parents béarnais. Ils acceptent mal, par exemple, que celui qui dirige aujourd'hui l'ancienne revue littéraire félibrige *Reclams* soit un occitaniste pied-noir né à Oran.

⁵ Il est à noter que le vocable « ethnie » n'existe pas à « usage interne ». C.Sicre (2000) affirme qu'actuellement la France n'admet, par principe fondateur, que l'ethnie française.

⁶ Que nous avons contacté sans succès en 2006.

Dépourvus de projet d'avenir, ils parasitent l'action des occitanistes. « Ce sont les derniers des Mohicans : je veux mourir avec ma langue, je veux qu'on m'enterre avec mes bijoux. » explique David Grosclaude, président de l'IEO⁷, fondateur d'un hebdomadaire en occitan, un des tenants influents de la position occitane. (entretien, 13/11/04) En quoi se distingue celle-ci de celle des conservateurs ?

2. Vers un projet d'avenir : un discours d'ouverture

D'emblée est posée la prééminence du droit du sol sur celui du sang. Le modèle du voisin catalan que résume si bien la formule de Jordi Pujol dans les années 60 : « Est Catalan celui qui habite et travaille en Catalogne » (Lhuss, 2002 : 136), est souvent mis en avant. Il offre la possibilité de devenir Catalan et par extension Occitan, ce qui tient compte de la forte mobilité qui caractérise nos sociétés actuelles. Le problème des racines devient celui de l'enracinement rendu possible, dans ce qui n'est pas, pour reprendre une expression de Marc Augé, un « non-lieu » mais un lieu de culture bien vivante. C'est justement la notion de vitalité qui domine le discours occitaniste en opposition à l'idée de mort qui hante celui des béarnistes.

En témoignent les propos sur la culture, qui n'est plus réduite à un folklore figé. Le passé devient un point de départ pour la création (en opposition avec la stricte reproduction) dans un souci de la faire vivre et de la porter dans le futur puisque la transmission aux nouvelles générations est omniprésente. « on est locataire, on n'est pas propriétaire, donc... on prend... on utilise... on améliore et on transmet ! » (David Grosclaude) Cette volonté transforme d'ailleurs le mode de transmission, que la famille n'assure plus. Le souci d'enseigner la langue mène à créer des écoles ou à peser sur l'Education Nationale afin qu'elle développe des cours. De fait, la rupture avec les locuteurs naturels, pourvus d'une compétence seulement orale, est consommée et c'est une langue moins localisée (rôle des médias et de l'écrit), modernisée (adaptée aux besoins de la vie moderne) qui tend à s'imposer. Elle s'inscrit dans une culture de classes moyennes et non plus de paysans.

La singularité affirmée ne se heurte pourtant pas avec les différentes cultures d'immigration présentes sur son territoire. La confrontation, source d'enrichissement mutuel, est recherchée. Nombre de créations musicales s'appuient sur la rencontre de cultures diverses. Les enfants d'origine étrangère sont en théorie les bienvenus dans les *calendretas*. L'un des slogans d'un groupe d'activistes d'extrême gauche (AAP) est : « *Viva la mesclanha !* » (Vive le mélange !) Une

⁷ Institut d'études occitanes, créé en 1945.

lecture occitane de l'Histoire prête à l'Occitanie une image de terre d'accueil et de tolérance.

La culture régionale, dominée, rencontre alors sur un pas d'égalité la culture d'immigration et semble représenter un palliatif de l'échec du modèle d'intégration dans la culture française. En 2003, le chanteur Jan de Nadau (entretien du 21/04/03) prend déjà l'exemple des jeunes de banlieue, ni arabes, ni français : pour lutter contre la perte de cette mémoire qu'est la culture, il prône l'insertion dans une collectivité locale à l'identité forte et ouverte capable de recréer de l'appartenance et du lien, la réduction donc de la distance, voire du fossé, par la proximité du local, du tangible.

« ...il faut redonner aux gens des racines [...] en se méfiant de l'identitarisme, du communautarisme...[...] L'aspect culture identitaire, c'est pas un aspect de différenciation, au contraire c'est un facteur d'intégration. [...] Quand on connaît son identité, on reconnaît l'Autre. [...] L'identité béarnaise, c'est être là où on est, c'est vivre là, ici et maintenant. » (G.S, parent de *calandreta*, entretien en 2003) Les occitanistes éludent le problème cultures autochtones /cultures étrangères en dénonçant le communautarisme et en insistant sur le droit du sol. Comment cela se traduit-il dans les discours ?

Le problème des jeunes des cités illustre au mieux la détresse de ceux qui sont totalement acculturés, terme synonyme ici de déstructurés : « aujourd'hui les gamins sont dans les cages d'escalier car quand ils rentrent chez eux, ils franchissent un mur culturel... » (G.S) Pour les intégrer, c'est une erreur de les renvoyer à leur culture originelle. Comme ils sont nés ici, il faut les considérer comme des Béarnais et leur donner cette culture, c'est-à-dire les assimiler, les faire accéder à une culture locale, béarnaise : « Pourquoi le béarnais plutôt que le français ? Parce que... parce que c'est ici et maintenant ! »

Dernier élément pour se démarquer d'un courant raciste, l'identité n'est pas définie comme unique, il n'y a pas un raidissement sur celle-ci, une frontière qui « borne » la haine de l'Autre. Il n'y a pas une identité mais des appartenances multiples qui enrichissent l'individu, qui s'organisent comme des poupées-gigognes : la plupart des personnes rencontrées se définissent comme béarnaises, gasconnes, occitanes, françaises, européennes et finalement citoyennes du monde. « ...l'identité c'est une somme d'appartenances...[...] Le problème commence lorsqu'on veut, au nom d'une appartenance [...] forcer à renier une autre appartenance ou les autres appartenances. » (Jan de Nadau)

Cette définition apparaît comme un compromis : par la réaffirmation de leur citoyenneté française, il semblerait que les occitanistes négocient leur droit d'afficher une singularité régionale. Ils renoncent à une revendication politique pour mieux proclamer leur différence culturelle suivant en cela les orientations du tenant d'un des deux courants de pensée (l'autre, dont la figure de proue était Robert Lafont, prônait une action plus politique) : Félix-Marcel Castan qui se

déclarait pour une « nation une politiquement et culturellement plurielle. » (Castan, 2001 : 11)

Le projet reste pourtant ambigu : plus qu'une réelle innovation, il consiste à substituer une intégration en crise par une autre, sur un schéma presque identique, celle dans la culture locale. Cependant, alors que la culture française reste une lointaine abstraction, la culture locale est concrète, perceptible. Il y a aussi actualisation du mythe des années 70 de la « colonisation intérieure », qui efface le rapport dominant/dominé. Autre nuance d'importance, l'intégration locale est assurée par des « associatifs », par la société civile, palliant l'échec de l'Etat central. Ce projet reflète alors le malaise de militants de sensibilité de gauche, non racistes et a le mérite de poser l'ouverture contre toute tentation de repli identitaire. Il dénote aussi le retour en force de l'idée locale, seule tangible pour faire face à la mondialisation et à ses effets dé-régulateurs pour l'individu. Le besoin d'avoir des racines devient prééminent, à ceci près néanmoins que les occitanistes sont des gens intégrés politiquement, culturellement mais surtout économiquement, ce qui fait une différence fondamentale avec les jeunes des banlieues qui ont récemment exprimé avec violence leur désarroi...

En insistant sur la territorialisation, ce projet affiche enfin la légitimité des seules cultures régionales quant à l'affirmation de différences dans l'espace national. Par exemple la définition des langues concernées par la Charte européenne des langues minoritaires (non ratifiée par la France à cause de l'article 2 sur décision du Conseil constitutionnel alors que Jacques Chirac et Lionel Jospin l'avaient signée) fait un effort de clarification en ce sens. Elle promeut la patrimonialisation des langues régionales ou minoritaires qu'elle définit comme « pratiquées traditionnellement sur un territoire d'un Etat par des ressortissants de cet Etat... » Elle précise qu'elle n'inclut pas la langue des migrants. Pour éviter l'écueil nationaliste, signalons qu'elle entend protéger des langues et non des communautés linguistiques. De quelle manière ?

3. La politique linguistique dans les Pyrénées-Atlantiques : une collaboration à construire

L'universalisme est contesté au nom de la diversité partout dans le monde, en particulier au sein des grandes organisations internationales que sont l'ONU, l'Union Européenne... Même en France, un mouvement de décentralisation est envisagé, que certains y voient le signe du désengagement de l'Etat, d'autres celui de la crise de l'Etat-nation ou encore la possibilité d'un rapprochement des citoyens ou d'une citoyenneté plus active. De fait, l'idée de territoire peut renvoyer à celle de collectivité locale et de culture régionale.

3.1. La question basque

En ce sens, la défense des cultures régionales pourrait être portée à la fois par les politiques et/ou par les militants. Les enjeux sont complexes et de l'interaction de ceux-ci va découler le lancement d'une politique linguistique dans le département. Une politique qui concerne déjà les Basques depuis quelques années, eux qui ont fait pression depuis longtemps, souvent par la violence, et qui reçoivent l'aide massive du Pays basque espagnol. Cette légitimation tacite de la stratégie violente laisse d'ailleurs perplexes entre autres les occitanistes. Les politiques tentent alors de désamorcer cette interprétation en faisant des concessions sur le culturel pour obtenir une reddition politique (ce ne sont pas les partis politiques basques qui portent le projet politique linguistique mais par exemple le conseiller général UMP du canton de Biarritz : Max Brisson, en charge du dossier au département), mais aussi en proposant, au nom du principe républicain d'égalité un rééquilibrage en faveur de l'occitan. Lors de sa venue à Bayonne le 20 décembre 2003, afin de négocier la signature d'une convention en faveur de la langue basque, Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales déclarait : « Je voudrais revenir sur les raisons qui ont conduit le gouvernement à refuser la création d'un département Pays basque. La reconnaissance trouve ses limites là où la spécificité cède le pas au communautarisme, là où l'ouverture conduit au repli sur soi et à l'exclusion. » (Coyos, 2004 : 22) Il proposera alors la signature d'une convention pour l'occitan. Le Béarn sert de contrepoids aux prétentions basques et profite, en négatif, des avancées de son voisin. Des rivalités se manifestent entre les deux parties : « ...les relations entre Gascons et Basques, ou du moins entre militants culturels des deux langues, ne sont pas toujours faciles, certains Gascons reprochant aux Basques de vouloir accaparer toutes les aides publiques. Les Basques disent au contraire aux Gascons que si ces derniers obtiennent quelques aides, c'est grâce indirectement à l'action militante beaucoup plus dynamique et organisée des Basques et au souci de compensation des élus qui ne voudraient pas laisser croire qu'ils aident une culture plutôt que l'autre, ou qu'ils agissent sous la pression. » (Coyos, 2004 : 117-118) Ce qui distingue en fait les deux parties, c'est qu'en se positionnant comme nationalistes indépendantistes porteurs d'un projet de rupture, les Basques ont ouvert un espace de négociation qui leur a été favorable tandis les occitanistes, régionalistes ont échoué car le projet régionaliste était déjà porté par une élite locale de notables enracinés et donc dotés d'une légitimité politique.

3.2. Les élus locaux

Ce sont donc en partie des facteurs exogènes qui sont à l'origine de cette politique mais il serait réducteur de ne pas tenir compte de l'action des politiques et

militants locaux. Déjà en 1988, des acteurs culturels avaient organisé des états généraux de la langue et avaient proposé un projet à François Bayrou, président du Conseil général, ce qui avait débouché sur une enquête linguistique et la naissance d'un Institut occitan (1994). Dans un discours célèbre en occitan fait au parlement de Navarre de Pau en 1993, le président de l'UDF proclamait : « C'est fini le temps de la honte. Commence [...] le temps de la fierté. » (reproduit intégralement dans *La République des Pyrénées* du 26-27/10/93) Il multiplie encore les critiques envers la pensée jacobine. Au-delà des bonnes intentions se profile un projet politique : son parti est en effet favorable à l'idée, fédéraliste, d'une Europe des régions. Il convient donc de redonner à celles-ci une place de choix. Il s'agit aussi d'acquérir une légitimité locale par un rapprochement avec les citoyens et une démocratie plus directe, afin de conquérir l'échelon national. Les caractéristiques de François Bayrou accèdent cette hypothèse : de par ses origines paysannes et sa carrière d'enseignant il est à la frontière entre les élites politiques traditionnelles, « notabilisées » et les élites technocrates nationales (les énarques). Il a en tout cas clairement choisi le camp de la modernité, ce qui se traduit en matière de langues régionales par son engagement pour l'occitan. Ce que l'Institut béarnais-gascon perçoit un peu comme une trahison.

Lorsque que nous interrogeons le chargé de mission du Conseil Général sur l'intérêt pour les politiciens, il nous répond : « ...Là, ils diront tout d'abord que...que leur intérêt...ils vont...ils disent " au moins là, on ne peut pas nous accuser d'y aller par intérêt ! " Parce que...ils ont éventuellement des choses à y perdre...C'est pas évidemment qu'on ait quelque chose à y gagner tellement, on n'est pas sûr de notre coup. » (entretien, 29/10/05) Nous relativiserons ces propos : outre les raisons déjà évoquées, il nous semble en effet que se préoccuper de la culture et de « l'image culturelle » locale crédite les élus d'une aura particulière : elle les présente comme attentifs à un ici qu'ils pourraient un jour défendre et porter là-bas, à Paris. Scellant un enracinement et une proximité, alors que les électeurs expliquent leur désaffection par la distance entre leurs préoccupations et l'action politique, elle peut servir une ambition nationale, l'obtention d'un mandat de député par exemple.

La visibilité d'un territoire revêt de plus une importance primordiale. La signalétique bilingue par exemple le marque clairement et culturellement. La vivacité de sa culture participe de cette vitrine à une époque où le tourisme en quête d'authenticité, de singularité, d'histoire et de patrimoine y est si sensible. « Les micro-fiertés régionales, que l'on peut qualifier de culturelles, ne sont pas forcément d'ordre régionaliste mais plutôt d'ordre, en quelque sorte, identitaire. On mise sur les singularités quand elles sont vraiment singulières, pour attirer, quel que soit leur sens. » (Agulhon, 2003 : 462)

Il est bon de préciser que tous les élus ne sont pas enthousiastes mais que l'occitan bénéficie d'une heureuse conjonction : le président, le vice-président et le

responsable de la culture y sont tous trois favorables. Ce volontarisme a conduit à une réflexion conjointe réunissant associatifs et politiques. Nous avons pour l'instant négligé le rôle des premiers. Ils se livrent depuis une trentaine d'années à un *lobbying* intense mais leur légitimité provient de leurs actes. On peut citer la mise en place d'écoles associatives, d'une radio, d'un hebdomadaire, de rubriques dans la presse locale, d'un carnaval au succès populaire incontestable, de spectacles (musique, théâtre, bals gascons...), d'outils d'édition, pédagogiques notamment... Ils assurent la présence de la langue et de la culture de façon très intense. Le choix de la voie occitane par le Conseil général, même s'il n'est pas, pour ménager la minorité rétrograde déjà évoquée, entièrement assumé⁸, entérine leur projet et récompense leur dynamisme. Comme leur manque de coordination constitue un point faible, l'initiative politique s'avère une aubaine. De nombreux bémols viennent pourtant ponctuer ce bel optimisme.

3.3. Une complémentarité constructive ?

La défiance vis à vis de la « chose » politique est générale. Elle n'épargne surtout pas les occitanistes, échaudés par leur naïveté passée. Les belles promesses électorales non tenues par la gauche en 1981 laissent des traces tenaces. Beaucoup ont cru en François Bayrou en 1994, malgré les avertissements : « ...là-dessus Bayrou, beaucoup de gens qui croient que c'est arrivé... Nous, on continue à dire : “ non, non, arrêtez ! Il y en a, il y en a eu beaucoup de ministres de l'Education Nationale occitans, même occitanistes, félibres, à la tête de l'Etat français, il y en a eu mais ne les croyez pas, jamais personne ne fera rien pour nous. Ils ne font que par la menace et que parce qu'il y a la pression”. » (D.L, militante, entretien du 08/04/03) Des déceptions, il y en a eu d'autres et, fragilisés par la précarité de leurs acquis, épuisés par la débauche d'énergie, la répétition des combats et le manque de bras, c'est avec méfiance qu'ils accueillent les annonces du Conseil général. « ... politiquement on ne pèse pas grand-chose... culturellement, on... on pèse un peu...[...] il y a des charbons sous la cendre qui sont encore vivants ! Mais... mais... voilà... on a l'impression parfois qu'on crie dans le désert. » (Jan de Nadau) D.Grosclaude explique : « Et aujourd'hui, quand on voit ce qui est en train de se passer dans les Pyrénées Atlantiques... là où s'il y a un début de commencement de volonté de faire une politique linguistique, on s'aperçoit que... les Béarnais, eux-mêmes... les élus béarnais... sont intellectuellement incapables de soutenir cette politique-là si on ne leur explique pas ! [...] Et donc, ils ne l'assumeront jamais complètement, il va falloir une autre génération pour que (vraiment) ça se... ça soit assumé ! Aujourd'hui, il faut mettre les outils en

⁸ Tous les textes officiels du département stipulent, au prix d'un compromis, « la langue béarnaise-gasconne-occitane ».

place ! ... On peut très bien le faire... L'enseignement de la langue, pour une génération, c'est complètement incompréhensible ! [...] Bon ben, il n'y a rien de pire que l'ignorance, quoi, enfin, l'ignorance... l'inculture... Et aujourd'hui on est, en plus, je crois en France dans un pays où la classe politique, sur la question linguistique, est d'une inculture rare. » Derrière les réticences de ces discours occitanistes percent aussi une certaine amertume quant à leur incapacité d'antan à donner une dimension politique à leurs revendications, en tout cas à en être les acteurs à part entière. Cette dernière analyse préfigure le rôle que devraient jouer les occitanistes : celui d'experts. De nombreux universitaires travaillent en effet en Occitanie dans des spécialités diverses : linguistique, littérature... et imposent leur vision de la langue, légitimée par le discours scientifique. Des militants, autodidactes érudits, se livrent aussi à un intense travail de recherche. Michel Grosclaude, par exemple, figure historique (décédé et père de David) expliquait « nous sommes depuis longtemps convaincus que la seule arme valable pour la défense d'une cause juste est précisément la rigueur scientifique. » (Coyos, 2004 : 13). Leur discours s'impose donc avec une image de l'occitan qui souffre difficilement la contradiction. Qu'un universitaire conteste l'occitanité du gascon ou du provençal et on fera jouer le clivage politique (gauche/extrême droite) pour le discréditer. Que les locuteurs naturels n'adhèrent pas à l'occitan nouveau, et on mettra en avant la *vergonha* (la honte du patois), la méconnaissance, ou le fait qu'ils seront bientôt « morts » faute d'avoir su transmettre et soutenir par leurs actes la langue. Leur légitimité tient aussi à la philosophie politique qu'implicitement ils portent : promotion de la diversité, intégration et ouverture, vitalité culturelle, insertion dans la société présente et future... Pierre Bourdieu, lui-même béarnais, écrivait : « En fait, cette langue est elle-même un artefact social, inventé au prix d'une indifférence décisive aux différences [...]...le pouvoir quasi magique des mots vient de ce que l'objectivation et l'officialisation de fait qu'accomplit la nomination publique, à la face de tous, a pour effet d'arracher la particularité qui est au principe du particularisme à l'impensé, voire à l'impensable (c'est le cas lorsque le "patois" innommable s'affirme comme langue susceptible d'être parlée publiquement), et l'officialisation trouve son accomplissement dans la manifestation, acte typiquement magique (ce qui ne veut pas dire dépourvu d'efficace) par lequel le groupe pratique, virtuel, ignoré, nié, refoulé, se rend visible, manifeste, pour les autres groupes et pour lui-même, et atteste son existence en tant que groupe connu et reconnu, prétendant à l'institutionnalisation. (2001 : 286-287)

Mouvement d'intellectuels, comme l'indique la sur-représentation des enseignants, il se caractérise par dérivation comme pédagogue. L'action sur la langue se concentre pour beaucoup sur son enseignement. Cette compétence intéresse au premier chef les élus, qui en font un des axes de l'intervention en faveur de la langue. Si le savoir-faire linguistique plaide en leur faveur, leurs

divisions n'ont pu échapper aux politiques. Leur capacité organisationnelle est faible : aucune association ne peut coordonner l'action de tous. Dépassant les querelles de chapelles mais aussi le clivage politique, le Conseil général (dirigé par les centristes et l'UMP), « offre » sa capacité gestionnaire et son organisation : il entend bien être maître d'œuvre et évaluateur des mesures mises en place ce qui ne va pas de soi pour les militants, comme l'explique Jean-Baptiste Coyos, ancien chargé de mission : « On reproche aux pouvoirs publics de ne pas assez s'engager mais quand ils le font, quand ils annoncent qu'ils prennent en charge tel ou tel domaine, les associations protestent, estimant que ce sont elles les acteurs légitimes et compétents. [...] L'engagement progressif des pouvoirs publics dans la prise en charge de cette politique dans des espaces institués de concertation, d'élaboration, si ce n'est de décision, amène les associations à se coordonner, à préciser leur domaine d'action, à éviter l'éparpillement dans des domaines techniquement et financièrement non maîtrisés... » (Coyos, 2004 : 160-161)

Méfiant, les militants craignent une démobilisation des troupes qui s'avèrerait fatale en cas de revirement des élus : ils demandent à voir. Quant aux conseillers généraux, certains ne sont consentants que par allégeance, ils attendent aussi des résultats : ils seraient grand temps que les associatifs se mettent d'accord. Après avoir été concurrents, il semblerait que les uns et les autres, pragmatiques, s'engagent sur la voie d'une collaboration et jouent de leurs complémentarités davantage que de leur rivalité. Parallèlement, la Région Aquitaine semble se mettre aujourd'hui au diapason en initiant à son tour une politique linguistique. S'inscrit-elle cependant dans la même logique ?

4. « Aquì'òc » : un projet régional

Déjà largement partenaire et financeur dans les Pyrénées-Atlantiques de la politique linguistique, on peut se demander ce qui a poussé dans cette voie Alain Rousset, président PS de la région et plus connu pour ses préoccupations économiques et sociales. Certes, quelques élus ont pu peser, un des membres du Conseil Economique et Social est l'écrivain occitan Sèrgi Javaloyès mais le président ne parle même pas la langue.

On peut interpréter cet engagement par un phénomène d'émulation avec les Pyrénées-Atlantiques mais aussi avec d'autres régions plus en pointe, qu'elles soient occitanes, bretonnes... Il est vrai qu'Alain Rousset est président de l'ARF (association des régions françaises). Ce volontariste créditerait sa légitimité, cet usage symbolique accroîtrait la visibilité d'une région qui existerait au-delà de sa réalité administrative et favoriserait un sentiment d'appartenance aquitain, faible pour l'instant. Ceci manifesterait son souhait de voir augmenté le rôle des régions clairement affiché dans une tribune du Monde (8/12/2005), motivé par

« l'anachronisme d'un Etat omniprésent [qui] est aujourd'hui l'une des principales causes de blocage de notre société. » Il y dénonce encore le jacobinisme multiséculaire qui entretient le mythe de la relation directe de l'Etat et du citoyen « source de faiblesse des corps intermédiaires de notre pays. »

Il se démarque nettement à notre sens de la classe politique pyrénéenne, par la rupture entre légitimités « technicienne » et « notabiliale » quand il invite à cesser « d'agiter la peur de la décentralisation pourvoyeuse de potentats locaux, de clientélisme... » avant de proposer la création d'un nouveau statut de l'élu, interdisant le cumul de mandats locaux et nationaux qui fait jouer un rôle d'ascenseur aux premiers, argument que nous avançons précédemment.

Son propos rejoint en plusieurs points celui des occitanistes : critique du centralisme, inscription dans l'Europe des régions, rapprochement des besoins des citoyens, actions concrètes... Dans un discours (enregistré) diffusé lors du Congrès de l'association internationale d'études occitanes à Bordeaux en septembre 2005, il s'est engagé clairement en faveur de l'occitan défendu par ceux-ci, insistant sur la création vivante et tournée vers la modernité et sur la faiblesse des locuteurs naturels, qu'il s'agit de suppléer en enseignant la langue. « Nous avons également conscience, qu'au-delà de son identité, c'est sans doute une part de son avenir que l'Aquitaine met en jeu en préservant le dynamisme de la langue occitane. » La seule utilisation du mot « occitan » indique qu'en choisissant clairement entre deux langues, il a tablé sur l'avenir, loin des tergiversations pyrénéennes.

5. Usage instrumental de l'occitan : une posture postmoderne ?

Si par le passé l'usage instrumental de l'occitan par les politiques s'avérait populiste et s'adressait principalement au monde rural, dont il s'agissait de défendre ou louer la culture, il semble qu'aujourd'hui les détenteurs « légitimes » de la culture locale soient les classes moyennes qui se la sont appropriée et l'ont portée dans la modernité, d'où l'évolution du discours des politiques. La prise en compte des identités régionales par ceux-ci s'inscrit dans un mouvement plus général qui a vu pareille assimilation des idées défendues par les grands mouvements sociaux des années 70 : féminisme, écologie... Nous avons risqué une hypothèse en terme de postmodernité parce que des signes tangibles vont en ce sens : une relecture de l'histoire conteste le centralisme français, le sort fait aux petites patries, le principe universel, gage de progrès... La prise en main par la société civile de sa destinée, liée au désengagement de l'Etat, est manifeste. La valorisation du local et le discours sur la diversité s'opposent à l'idéal universel et entendent lutter contre la mondialisation. L'occitanisme participe de cette logique. La fracture avérée entre deux usages de la langue nous conduit à affirmer qu'il y a désormais deux langues. Elle marque la disparition d'un monde et illustre

l'avènement d'un autre. L'occitan pourrait devenir, loin de son image désuète, le moyen de communication symbolique d'une nouvelle société : il entend en tout cas recréer de l'appartenance, dans un univers où l'individu se définit par ses multi-appartenances choisies. La portée justement symbolique que lui prête le président de la région Aquitaine pourrait bien être le signe de la transformation des élites, plus gestionnaires – œuvrant avec la société civile qui elle, produit des idées –, et porteuses d'un projet tourné vers l'avenir ?

Références

- Agulhon M., 2003, « L'idée de région dans la France d'aujourd'hui. Entretien avec C. Bromberger et M. Meyer », *Ethnologie française*, 3, p.459-461.
- Althabe G., 1972, *Les fleurs du Congo*, Paris, Maspéro
- Bec P., 1963, *La langue occitane*, Paris, PUF.
- Brasquet G., 1977, *Le mouvement des idées politiques en Gascogne chez les écrivains de langue d'oc depuis 1870*, Pau, Editions Per noste.
- Bourdieu P., 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points Seuil.
- Castan F-M, 2001, *Manifeste occitan*, Montauban, Ed.Cocagne § Reclams.
- Coyos J-B. , 2004, *Politique linguistique. Langue basque et langue occitane du Béarn et de Gascogne*, Donostia, Elkar.
- Faure C., 1989, *Le projet culturel de Vichy*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Lluss R., 2002, « L'Etat espagnol et ses langues vus de Catalogne », *Hérodote*, 105, p. 135-141.
- Liotard J-F., 1979, *La condition postmoderne*, Paris, Les éditions de Minuit.
- Pasquini P., 2001, « Le Félibrige : les formes d'une institution », p.257- 287, in : Boyer H. et Gardy P., dirs, *Dix siècles d'usages et d'images de l'Occitan. Des troubadours à l'Internet*, Paris, L'Harmattan.
- Sicre C., 2000, « Je n'ai pas toujours eu une certaine idée de la France » *Les Temps Modernes*, n° 608, p. 76-99.
- Thiesse A-M., 1999, *La création des identités nationales, Europe XVIIIème-XXème siècle*, Paris, Seuil.